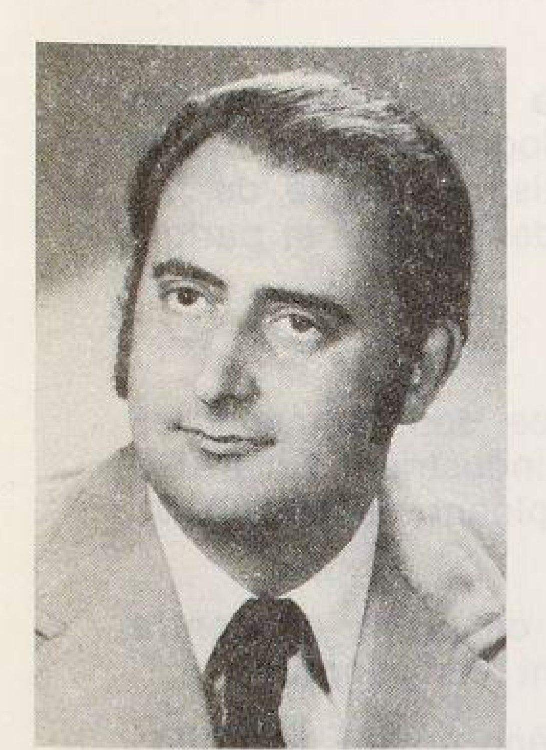
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978



1re Circonscription

PARTI SOCIALISTE

Titulaire :

Gilbert ACCOLLA

43 ans
Ancien élève du lycée Masséna
Certificat d'aptitude à la profession d'avocat
Docteur en droit - Licencié ès lettres
Diplômé d'études supérieures d'économie politique
Diplômé d'études supérieures de sciences économiques
Ancien conseiller du Syndicat des Artisans des Alpes-Maritimes
Conseiller de l'Association de défense et d'études de la copropriété.



Suppléant :

Charline POIRIER-BUSSA

30 ans
Employée de bureau
Mère de famille.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les 12 et 19 mars prochain, vous allez choisir une majorité pour la France. Or, désormais, le choix est clair : au travers des députés, que les Françaises et les Français éliront, c'est toute notre société qui, soit, s'engagera résolument dans la voie du changement, soit s'enfoncera un peu plus dans la crise, l'inégalité et l'injustice.

Car la droite au pouvoir, c'est déjà la crise, encore l'inégalité et toujours l'injustice.

Dans notre pays et donc, dans notre département, il n'est plus de sécurité de l'emploi : les grandes entreprises (multinationales et nationales) en se concentrant et en jouant des disparités géographiques de rémunération, pour dégager plus de profit, réduisent leurs effectifs et déplacent, arbitrairement, des unités de production ; les moyennes et les petites entreprises, victimes, souvent, de la sous-traitance et d'une fiscalité injuste, sont contraintes de licencier ou de fermer leur porte. Aussi, le chômage total et technique atteint-il des proportions inquiétantes. Seule une vaste mystification (glissement de catégories, multiplication des emplois formation, dont le contrat se termine au lendemain des élections...) permet au gouvernement de dire que le « chômage régresse ». Dans notre département et selon les normes du Bureau International du Travail, il y a 30 000 chômeurs, dont plus de la moitié sont des femmes et des jeunes de moins de 25 ans : désormais toutes les catégories sociales sont touchées par la crise.

Dans notre pays et, donc, dans notre département, la hausse des prix est durement ressentie. En un an, le gouvernement de Monsieur BARRE n'aura guère fait mieux que celui de Monsieur CHIRAC, si l'on tient compte de la baisse autoritaire du taux de la T.V.A. intervenue au début de l'année 1977, afin de passer au moins mal le cap des élections municipales. En ce domaine aussi, les indices de fin d'année ne sont satisfaisants que, parce qu'ils repartent au-delà des élections législatives, les hausses déjà prévues, (en particulier, des tarifs publics). Dans notre département, où les inégalités de revenus et de richesse sont plus fortes qu'ailleurs et, donc, amplifient la cherté de la vie, la revalorisation, par exemple, du minimum vieillesse ou du S.M.I.C., que propose le Parti Socialiste, prend toute sa signification.

En outre, dans notre département plus que partout en France, les distorsions économiques se sont aggravées ; le haut pays souffre de se dépeupler, dans le moyen pays et sur le littoral, le monde agricole est durement frappé par les Accords Méditerranéens. Le tissu d'entreprises industrielles, commerciales, artisanales, souvent de dimension modeste et donc plus vulnérables, se désagrège, amplifiant le sous-emploi traditionnel (métallurgie, imprimerie, habillement et même le bâtiment).

Dans notre département plus que partout en France, l'espace se raréfie ; le littoral, déjà sururbanisé, voit se multiplier les endigages sur le domaine public maritime et diminuer, ainsi, l'espace réservé à tous : de vastes projets immobiliers menacent le moyen pays, lieu désormais privilégié de la spéculation.

Dans le haut-pays —, sous couvert d'Aménagement de la montagne —, le Mercantour et son parc, pulvérisé en quatre noyaux ne sont plus qu'un prétexte à imposture écologique, alors qu'ils servent à couvrir des opérations de promotion immobilière. Les communes ne disposent que de faibles moyens pour lutter contre la pollution inquiétante des rivières et du rivage, des vallons et parfois même de leurs propres abords.

Qui est responsable ?

Tous ceux qui, à la tête de l'Etat ou des Conseils d'Administration — et ce sont souvent les mêmes — exercent docilement le service de la haute finance et de la grande industrie : GISCARD D'ESTAING et son gouvernement et sa majorité, dont Charles EHRMANN, ex-suppléant de MÉDECIN, adjoint de MÉDECIN depuis plus de douze ans !

Les sociétés multinationales, le grand capital qui, pour faire toujours plus de profit, concentre et centralise, creusant, ainsi, les déséquilibres, accentuant les inégalités, étouffant les minorités.

C'est pourquoi, le PARTI SOCIALISTE n'a qu'un seul combat : celui qu'il mène contre la droite ; une seule stratégie : celle de rassembler le front de classe des exploités et son expression politique l'UNION DE LA GAUCHE : un seul programme : le PROGRAMME COMMUN de Gouvernement complété par les propositions socialistes lors de son actualisation.

Car demain, nous pourrons commencer ensemble à CHANGER LA VIE.

Une majorité de députés de Gauche à l'Assemblée Nationale avec l'appui des masses populaires prendra, dès le début de la législature, des mesures immédiates, afin de réduire les inégalités et, par conséquent, de relancer l'économie par l'accroissement de la consommation intérieure.

- Revalorisation du S.M.I.C. (2 400 F), augmentation des Allocations familiales, du minimum vieillesse, de l'allocation pour handicapés, des allocations chômage, indexation de l'épargne...

- Plan annuel de créations d'emplois dans les services publics et mise à la disposition d'associations locales à but non lucratif d'agents rémunérés...

Dans le même temps, la même majorité engagera les réformes de structures, dont notre pays a besoin, afin de maîtriser l'économie, pour la mettre au service de la collectivité et de l'homme :

- maîtrise du crédit par la nationalisation du secteur bancaire et financier ; maîtrise des pôles principaux de l'économie par la nationalisation intégrale des neuf groupes prévus dans le programme commun de 1972...

- développement du secteur privé par une politique de soutien actif aux P.M.E., commerçants, artisans, qui restaure les conditions d'une véritable liberté d'entreprendre...

Dans le même temps aussi, la même majorité dans une perspective autogestionnaire se donnera les moyens d'opérer la décentralisation des pouvoirs collectifs et d'assurer la responsabilité du pouvoir individuel, afin de rendre les communes plus libres et les citoyens plus responsables :

- en démocratisant les institutions

- en garantissant et développant les libertés individuelles et collectives.

Dans le même temps enfin, la même majorité :

- attachée à développer la coopération internationale,

- attentive à contribuer à la paix, dans le monde, tout en assurant la sécurité, parce qu'elle portera les aspirations du peuple de France saura ouvrir, enfin, un avenir pour la France.

Ainsi, demain, si vous le voulez vraiment, une autre politique est possible : c'est celle que vous propose la Gauche, c'est celle qu'avec ma suppléante Charline POIRIER-BUSSA, j'ai l'honneur de défendre dans notre circonscription afin qu'ici comme ailleurs nous fassions nôtre le mot de François MITTERRAND :

LA VICTOIRE EN VOTANT SOCIALISTE

POUR UN DÉPUTÉ HONNÊTE ET COMPÉTENT AU SERVICE DES TRAVAILLEURS.

Gilbert ACCOLLA.